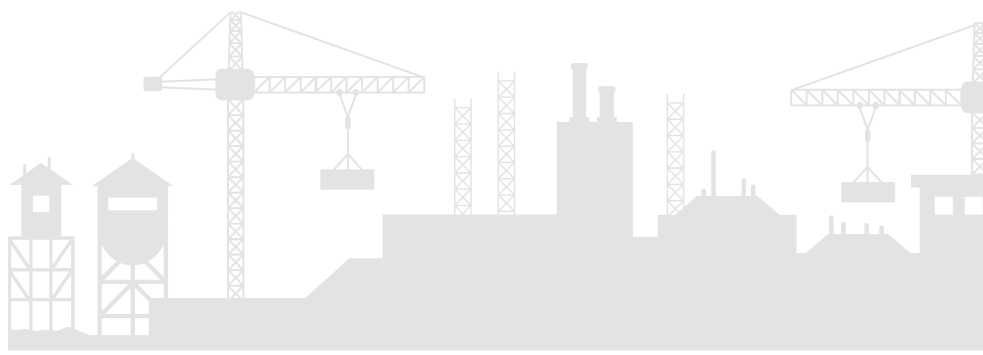


ANNEXE 3B

RAPPORT DE CONFORMITE A LA
REGLEMENTATION ICPE

Arrêté du 5 décembre 2016 – Rubrique 1532

SOLEV



ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
ARTICLE 1ER		
<p>Sont soumises aux dispositions du présent arrêté les installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de la déclaration au titre des rubriques 1414, 1450, 1532, 2113, 2130, 2171, 2175, 2180, 2230, 2240, 2252, 2275, 2311, 2321, 2350, 2355, 2410, 2420, 2430, 2440, 2445, 2546, 2630, 2631, 2640.2.b, 2690, 2915, 4320, 4321, 4321.2, 4705, 4706, 4716, et 4801.</p> <p>Le présent arrêté est aussi applicable aux installations classées visées à l'alinéa 1er du présent article incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Le présent arrêté s'applique sans préjudice des dispositions issues d'autres législations ou schémas, plans, programmes et autres documents de planification, lorsqu'ils sont opposables.</p> <p>Les annexes I à II fixent les prescriptions applicables aux installations nouvelles. (*)</p> <p>L'annexe III fixe les conditions dans lesquelles les annexes I à II sont applicables aux installations existantes. (*)</p> <p>Le présent arrêté ne s'applique pas aux installations classées existantes soumises à un arrêté préfectoral pris en application des articles L. 512-9 ou L. 512-12 du code de l'environnement.</p> <p>(*) L'arrêté et les annexes seront publiés au Bulletin officiel du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.</p>	Pour mémoire	Les installations de la société SOLEV relèvent du régime de la déclaration au titre de la rubrique 1532.
ARTICLE 2		
<p>Pour l'application du présent arrêté, on entend par :</p> <ul style="list-style-type: none"> Installations nouvelles : les installations visées à l'article 1er et déclarées postérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté ; Installations existantes : les installations visées à l'article 1er et déclarées antérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté en application des articles L 513-1 et R 512-47 du code de l'environnement ou des textes antérieurement applicables. 	Pour mémoire	
ARTICLE 3		
Les prescriptions fixées aux annexes du présent arrêté peuvent être adaptées par arrêté préfectoral aux circonstances locales, en application des dispositions de l'article L. 512-10 du code de l'environnement.	Pour mémoire	
Le déclarant peut également demander une modification des prescriptions fixées aux annexes du présent arrêté applicables à son installation, dans les conditions prévues à l'article R. 512-52 du code de l'environnement.	Pour mémoire	

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
ARTICLE 4		
Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 2017.	Pour mémoire	
ARTICLE 5		
<p>Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.</p> <p>Fait le 5 décembre 2016.</p> <p>Pour la ministre et par délégation : Le directeur général de la prévention des risques, M. Mortureux</p>	Pour mémoire	
ANNEXE I : PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT SOUMISES A DECLARATION		
DEFINITION		
<p>Au sens du présent arrêté, on appelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> « Composé organique volatil » COV : tout composé organique, à l'exclusion du méthane, ayant une pression de vapeur de 0,01 kPa ou plus à une température de 293,15 kelvins ou ayant une volatilité correspondante dans des conditions d'utilisation particulières ; « Produits dangereux et matières dangereuses » : substance ou mélange classé suivant les « classes et catégories de danger définies à l'annexe I, parties 2, 3 et 4 du règlement (CE) n° 1272/2008 relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges » dit CLP. Ce règlement a pour objectif de classer les substances et mélanges dangereux et de communiquer sur ces dangers via l'étiquetage et les fiches de données de sécurité ; « Émergence » : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ; « Zones à émergence réglementée » : L'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de la déclaration, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ; Les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de la déclaration ; L'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de la déclaration dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les 	Pour mémoire	

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.		
1. DISPOSITIONS GENERALES		
1.1. CONFORMITE DE L'INSTALLATION		
L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.	Pour mémoire	
1.2. MODIFICATIONS		
Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.	Pour mémoire	
1.3. CONTENU DE LA DECLARATION		
La déclaration précise les mesures prises relatives aux conditions d'utilisation, d'épuration et d'évacuation des eaux résiduaires et des émanations de toutes natures ainsi que d'élimination des déchets et résidus en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.	Pour mémoire	
1.4. DOSSIER INSTALLATION CLASSEE		
L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les plans de l'installation tenus à jour ; ▪ La preuve du dépôt de déclaration et les prescriptions générales ; ▪ Les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ; ▪ Les résultats des dernières mesures sur les effluents s'il y en a ; ▪ Les documents prévus aux points 2.7, 3.5, 4.3, 5.8, 5.9 et 7.4 ci-après ; ▪ Les dispositions prévues en cas de sinistre. 	Pour mémoire	
Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	Pour mémoire	
Objet du contrôle : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Preuve du dépôt de déclaration (sauf installations existantes fonctionnant au bénéfice des droits acquis) ; ▪ Vérification du seuil d'activité maximal au regard du seuil déclaré ; 	Non applicable	Les installations de la société SOLEV étant classées à Enregistrement, elles ne sont pas soumises aux contrôles périodiques.

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
<ul style="list-style-type: none"> ■ Vérification que le seuil maximal est inférieur au seuil supérieur du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; ■ Présence des prescriptions générales ; ■ Présence des arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation, s'il y en a ; ■ Présence de plans tenus à jour (sauf installations existantes fonctionnant au bénéfice des droits acquis). 		
1.5. DECLARATION D'ACCIDENT OU DE POLLUTION ACCIDENTELLE		
<p>Conformément à l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p>	Pour mémoire	
<p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</p>	Pour mémoire	
1.6. CHANGEMENT D'EXPLOITANT		
<p>Conformément à l'article R. 512-68 du code de l'environnement, lorsqu'une installation classée change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.</p> <p>Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant.</p>	Pour mémoire	
1.7. CESSATION D'ACTIVITE		
<p>Conformément à l'article R. 512-66-1 du code de l'environnement, lorsqu'une installation classée soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt un mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ; ■ Des interdictions ou limitations d'accès au site ; ■ La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; ■ La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. 	Pour mémoire	

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
<p>En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation. Il en informe par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.</p> <p>(Arrêté du 28 juin 2018, article 1er)</p>		
1.8. CONTROLE PERIODIQUE		
<p>« Le contenu du contrôle périodique est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention " Objet du contrôle ". Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ".</p> <p>Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné. »</p>	Non applicable	Les installations de la société SOLEV étant classées à Enregistrement, elles ne sont pas soumises aux contrôles périodiques.
2. IMPLANTATION. – AMENAGEMENT3		
2.1. REGLES D'IMPLANTATION		
<p>L'installation est implantée et maintenue à une distance d'au moins 5 mètres des limites de l'établissement.</p> <p>Pour l'ensemble des rubriques visées par le présent arrêté, une dérogation peut être accordée par le préfet à la demande de l'exploitant sous réserve de la présentation d'un dossier justifiant l'absence de risque et de nuisances pour les tiers.</p>	Conforme	Cf. Chapitre 4.4.1.1 de l'Etude de dangers.
<p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> Respect des distances d'isolement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure. 	Non applicable	Les installations de la société SOLEV étant classées à Enregistrement, elles ne sont pas soumises aux contrôles périodiques.
<p>a) Dispositions particulières applicables pour la rubrique 2113 :</p> <p>« L'installation est implantée à une distance d'au moins 150 mètres de tout immeuble habité ou occupé par des tiers. Cette distance pourra toutefois être réduite à 100 mètres en ce qui concerne les élevages de visons dans la mesure où la présence d'obstacles pourrait le justifier : bâtiments, barrières végétales, etc.</p>	Non applicable	

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
Objet du contrôle : <ul style="list-style-type: none"> Respect des distances d'isolement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure). 	Non applicable	Les installations de la société SOLEV étant classées à Enregistrement, elles ne sont pas soumises aux contrôles périodiques.
b) Dispositions particulières applicables pour la rubrique 2130 : L'installation est implantée à une distance d'au moins 50 mètres des locaux habités par des tiers.	Non applicable	
Objet du contrôle : <ul style="list-style-type: none"> Respect des distances d'isolement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure). 	Non applicable	Les installations de la société SOLEV étant classées à Enregistrement, elles ne sont pas soumises aux contrôles périodiques.
c) Dispositions particulières applicables pour la rubrique 2420 : « Les équipements susceptibles d'être le siège d'une explosion de poussière doivent être éloignés d'au moins 25 mètres de tout bâtiment habité ou occupé par des tiers.	Non applicable	
Objet du contrôle : <ul style="list-style-type: none"> Respect des distances d'isolement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure). 	Non applicable	Les installations de la société SOLEV étant classées à Enregistrement, elles ne sont pas soumises aux contrôles périodiques.
d) Dispositions particulières applicables au stockage en plein air visé par la rubrique 1532 : « Les dispositions prévues par l'article 2.4.3 s'appliquent. »	Pour mémoire	
2.2. INTEGRATION DANS LE PAYSAGE		
L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement, etc.).	Conforme	Cf. Chapitre 4.7 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
2.3. INTERDICTION DE LOCAUX HABITES OU OCCUPES PAR DES TIERS AU-DESSUS ET AU-DESSOUS DE L'INSTALLATION		
L'installation n'est pas surmontée ni ne surmonte de locaux habités ou occupés par des tiers. Cette disposition n'est pas applicable aux établissements recevant du public.	Conforme	Cf. Plan de coupe en Annexe 1.
Objet du contrôle : <ul style="list-style-type: none"> Absence de locaux habités ou occupés par des tiers au-dessus ou au-dessous de l'installation. 	Non applicable	Les installations de la société SOLEV étant classées à Enregistrement, elles ne sont pas soumises aux contrôles périodiques.

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
2.4. COMPORTEMENT AU FEU		
2.4.1. COMPORTEMENT AU FEU DU BATIMENT		
<p>Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> La structure est au moins de résistance au feu R15 ; Les murs extérieurs sont au moins de réaction au feu A2s1d0 ; toutefois, si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique ou est situé à plus de 20 mètres des limites de propriété, elles peuvent être de classe au moins Ds2d1. 	Conforme	Cf. Chapitre 4.4.1.2 de l'Etude de dangers.
2.4.2. COMPORTEMENT AU FEU DES LOCAUX A RISQUES		
<p>Les locaux abritant les zones à risques telles que définies à l'article 4.3 ci-après présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 ; Planchers REI 120 ; Portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120. 	Conforme	Cf. Chapitre 4.4.1.2 de l'Etude de dangers.
Les dispositifs de fermeture sont de type ferme-porte ou à fermeture automatique.	Conforme	Cf. Chapitre 4.4.1.2 de l'Etude de dangers.
Pour toutes les installations visées par le présent article, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Cet article ne s'applique aux cas relevant du 2.4.3.	Pour mémoire	
2.4.3. DISPOSITIONS PARTICULIERES		
<p>(Arrêté du 28 juin 2018, article 5 I et II et Arrêté du 2 décembre 2021, article 11 1° et 2°)</p> <p>a) Dispositions particulières applicables pour la rubrique 1450</p> <p>Le local abritant l'installation est considéré comme local à risque et respecte les dispositions prévues à l'article 2.4.2. Cette disposition ne s'applique pas aux établissements recevant du public.</p>	Non applicable	
<p>b) Dispositions particulières applicables pour la rubrique 1532</p> <p>Si le bâtiment couvert abritant le stockage est situé à moins de 8 mètres de constructions occupées par des tiers, les éléments de construction présenteront les caractéristiques de résistance et de réaction au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Parois REI 120 ; Couverture BROOF (t3) ou plancher haut REI 60 ; 	Conforme	Cf. Chapitre 4.4.1.1 de l'Etude de dangers.

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
<ul style="list-style-type: none"> Portes EI 30. 		
Si le stockage est en plein air, sa hauteur ne doit pas dépasser 6 mètres. Le stockage doit être à au moins 6 mètres des limites de l'établissement, de manière à permettre le passage des engins de lutte contre l'incendie.	Non concerné	
<p>c) Dispositions particulières applicables pour la rubrique 2230</p> <p>Les locaux abritant le procédé visé par la rubrique 2230 et le stockage des produits considérés comme des « en-cours » présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Ensemble de la structure a minima R 15. 	Non applicable	
Les murs, cloisons et plafonds des locaux où sont manipulés les produits laitiers sont revêtus de matériaux compatibles avec les règles de conception hygiénique.	Non applicable	
<p>d) Dispositions particulières applicables pour la rubrique 2240</p> <p>Le local abritant l'installation présente les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Murs extérieurs, murs séparatifs et planchers REI 120. 	Non applicable	
<p>e) Dispositions particulières applicables pour la rubrique 2311</p> <p>Les éléments de construction des locaux où l'on travaille et où l'on entrepose les fibres présentent les caractéristiques de résistance au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Parois REI 120 ; Plancher haut REI 120 ; Portes REI 60. <p>Dans ces locaux, les poussières sont régulièrement enlevées.</p>	Non applicable	
<p>f) Dispositions particulières applicables pour la rubrique 2321</p> <p>Si l'atelier est contigu à des constructions habitées, les murs sont construits en matériaux REI 120.</p>	Non applicable	
<p>g) Dispositions applicables pour la rubrique 2410</p> <p>Si l'atelier ou les magasins adjacents contenant des approvisionnements de bois ouvré ou à ouvrer sont à moins de 8 mètres de constructions habitées ou occupées par des tiers, leurs éléments de construction présentent les caractéristiques de résistance au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Parois REI 120 ; Couverture A2s1d0 ou plancher haut REI 60 ; Portes REI 30. <p>Si l'installation comporte plusieurs étages communiquant par des monte-charge ou des escaliers, ceux-ci seront entourés d'une paroi en matériaux A2s1d0 et REI 120 et les portes seront REI 30, à fermeture automatique.</p>	Non applicable	

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
<p>h) Dispositions particulières applicables pour la rubrique 2420</p> <p>Les éléments de construction des ateliers de carbonisation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Parois REI 120 ; ▪ Couverture A2s1d0 ou plancher haut REI 60 ; ▪ Portes EI 30. 	Non applicable	
<p>i) Dispositions applicables pour la rubrique 2445</p> <p>« Les éléments de construction de l'atelier doivent répondre aux caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Plafonds et parois verticales séparatives REI 120 ; ▪ Murs extérieurs construits en matériaux A2s1d0 ; ▪ Portes et leurs dispositifs de fermeture EI 120, les dispositifs de fermeture sont de type ferme-porte ou à fermeture automatique ; ▪ Toitures et couvertures de toiture BROOF (t3). <p>« Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>	Non applicable	
<p>j) Dispositions applicables pour la rubrique 2640</p> <p>Les éléments de construction de l'atelier doivent répondre aux caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Couverture de catégorie A2s1d0 ou plancher haut REI 120 ; ▪ Matériau de catégorie A2s1d0 et REI 120 ; ▪ Portes REI 60. 	Non applicable	
<p>Objet du contrôle pour chacune des rubriques ci-dessus concernées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Présence de documents attestant des propriétés de résistance au feu (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure. 	Non applicable	Les installations de la société SOLEV étant classées à Enregistrement, elles ne sont pas soumises aux contrôles périodiques.
2.4.4. TOITURES ET COUVERTURES DE TOITURE		
Les toitures et couvertures de toiture des bâtiments abritant les locaux à risques tels que définis à l'article 4.3 ci-après répondent à la classe BROOF (t3).	Conforme	Cf. Chapitre 4.4.1.2 de l'Etude de dangers.
2.4.5. DESENFUMAGE		

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
<p>Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² ; ▪ À déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux. 	Conforme	Cf. Chapitre 4.4.1.5 de l'Etude de dangers.
<p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellules.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et accessibles au service d'incendie et de secours.</p>	Conforme	Cf. Chapitre 4.4.1.5 de l'Etude de dangers.
2.5. ACCESSIBILITE		
L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie engin ou par une voie échelle si le plancher bas du niveau le plus haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie. Une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.	Conforme	Cf. Chapitre 4.4.5 de l'Etude de dangers.
2.6. VENTILATION		
Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.	Conforme	Cf. Chapitre 4.5 de l'Etude de dangers.
2.7. INSTALLATIONS ELECTRIQUES		
L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.	Conforme	Cf. Chapitre 4.3.3 de l'Etude de dangers.
Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre vi du titre ii du livre ii de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.	Conforme	Cf. Chapitre 4.3.3 de l'Etude de dangers.

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.		
Objet du contrôle : <ul style="list-style-type: none"> Justificatif du contrôle des installations électriques. 	Non applicable	Les installations de la société SOLEV étant classées à Enregistrement, elles ne sont pas soumises aux contrôles périodiques.
2.8. MISE A LA TERRE DES EQUIPEMENTS		
Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, tuyauteries) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosible ou inflammable des produits.	Conforme	Cf. Chapitre 4.3.3 de l'Etude de dangers.
2.9. LOCAL CHAUFFERIE		
En l'absence de local spécifique dédié, les appareils de chauffage à foyer et leurs conduits de fumée sont placés à une distance minimale de 2 mètres de tout stockage de matière combustible et de manière à prévenir tout danger d'incendie.	Conforme	Cf. Chapitre 4.4.1.3 de l'Etude de dangers.
2.10. RETENTION DES AIRES ET LOCAUX DE TRAVAIL		
Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont, de préférence, récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5.5 et au titre 7.	Conforme	Cf. Chapitre 4.7 de l'Etude de dangers.
2.11. CUVETTES DE RETENTION		
(Arrêté du 28 juin 2018, article 7) Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.	Conforme	Cf. Chapitre 4.7 de l'Etude de dangers.
Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.	Conforme	Cf. Chapitre 4.7 de l'Etude de dangers.

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou à double enveloppe avec une détection de fuite.	Non concerné	
Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables, avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.	Non concerné	
La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.	Non concerné	
L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.	Non concerné	
Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.	Conforme	Cf. Chapitre 4.7 de l'Etude de dangers.
a) Dispositions particulières applicables pour la rubrique 2230 Le lait et les produits laitiers liquides, s'ils ne sont pas mis sur rétention, sont stockés sur dalle étanche avec raccordement des égouttures et fuites accidentelles sur le réseau d'eaux usées de l'établissement.	Non applicable	
Objet du contrôle : <ul style="list-style-type: none"> Présence de cuvettes de rétention ; Étanchéité des cuvettes de rétention (par examen visuel : nature du matériau et absence de fissures). 	Non applicable	Les installations de la société SOLEV étant classées à Enregistrement, elles ne sont pas soumises aux contrôles périodiques.
3. EXPLOITATION. – ENTRETIEN		
3.1. SURVEILLANCE DE L'EXPLOITATION		
L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.	Conforme	Cf. Chapitre 4.3 de l'Etude de dangers.
3.2. CONTROLE DE L'ACCES		
Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations.	Conforme	Cf. Chapitre 4.3.4 de l'Etude de dangers.

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
3.3. CONNAISSANCE DES PRODUITS. – ÉTIQUETAGE		
L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).	Pour mémoire	
Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges dangereux.	Pour mémoire	
3.4. PROPRETE		
Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Toutes précautions sont prises pour éviter les risques d'envol de poussières.	Conforme	Cf. Chapitre 4.3.3 de l'Etude de dangers.
3.5. ÉTAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX		
(Arrêté du 28 juin 2018, article 8)		
L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.	Pour mémoire	
La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.	Pour mémoire	
Objet du contrôle : <ul style="list-style-type: none"> Présence du registre. 	Non applicable	Les installations de la société SOLEV étant classées à Enregistrement, elles ne sont pas soumises aux contrôles périodiques.
4. RISQUES		
4.1. PROTECTION INDIVIDUELLE		
En cas de stockage ou d'emploi de matières dangereuses et sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces matériels.	Pour mémoire	

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
4.2. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE		
<p>(Arrêté du 28 juin 2018, article 9)</p> <p>Les différents matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :</p> <p>a) Pour toutes les installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> Des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; Un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; Des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local. 	Conforme	Cf. Chapitre 4.4.3 de l'Etude de dangers.
<p>b) Pour les parties de l'installation à risque comme définies à l'article 4.3 ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> Chaque partie de l'installation est desservie par un appareil d'incendie (bouche, poteaux...) d'un réseau public ou privé, situé à moins de 200 mètres de celle-ci et garantissant, a minima, un débit minimum de 60 m³/h sous une pression minimum d'un bar durant deux heures. À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toute circonstance. Pour les installations existantes au sens de l'article 2 du présent arrêté, la distance maximale à l'appareil d'incendie est portée à 400 mètres. 	Conforme	Cf. Chapitre 4.4.3 de l'Etude de dangers.
<p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> Présence des extincteurs (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; Présence d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours ; Présence de plans des locaux, avec descriptions des dangers associés ; Présence du rapport de contrôle datant de moins d'un an. 	Non applicable	Les installations de la société SOLEV étant classées à Enregistrement, elles ne sont pas soumises aux contrôles périodiques.
4.3. LOCALISATION DES RISQUES		
<p>(Arrêté du 28 juin 2018, article 10)</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ainsi que les sources d'électrification.</p>	Pour mémoire	

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulation des produits concernés doivent faire partie de ce recensement.	Pour mémoire	
L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.	Pour mémoire	
Objet du contrôle : <ul style="list-style-type: none"> Présence du plan de l'installation indiquant les différentes zones de danger ; Présence d'une signalisation des risques dans les zones de danger, conforme aux indications du plan. 	Non applicable	Les installations de la société SOLEV étant classées à Enregistrement, elles ne sont pas soumises aux contrôles périodiques.
4.4. MATERIELS UTILISABLES EN ATMOSPHERES EXPLOSIBLES		
<p>Dans les parties de l'installation visées au point 4.3 et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du chapitre VII, relatif aux produits et équipements à risques, du titre V du livre V du code de l'environnement. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.</p> <p>Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.</p>	Conforme	Cf. Chapitre 4.5 de l'Etude de dangers.
4.5. PERMIS DE TRAVAUX DANS LES PARTIES DE L'INSTALLATION VISEES AU POINT 4.3		
<p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 4.3 et présentant des risques importants d'incendie ou d'explosion, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; Les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ; L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ; Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. 	Conforme	Cf. Chapitre 4.3.1 de l'Etude de dangers.
Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.	Conforme	Cf. Chapitre 4.3.1 de l'Etude de dangers.

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.	Conforme	Cf. Chapitre 4.3.1 de l'Etude de dangers.
Dans les parties de l'installation, visées au point 4.3, présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.	Conforme	Cf. Chapitre 4.3.1 de l'Etude de dangers.
Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.	Conforme	Cf. Chapitre 4.3.1 de l'Etude de dangers.
4.6. CONSIGNES DE SECURITE		
(Arrêté du 28 juin 2018, article 11) Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'interdiction de fumer ; ▪ L'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; ▪ L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.3 « incendie » et « atmosphères explosibles » ; ▪ Les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; ▪ La procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; ▪ L'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. 	Conforme	Cf. Chapitre 4.3.2 de l'Etude de dangers.
Objet du contrôle : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Présence des consignes. 	Non applicable	Les installations de la société SOLEV étant classées à Enregistrement, elles ne sont pas soumises aux contrôles périodiques.
5. EAU		
5.1. DISPOSITIONS GENERALES		
5.1.1. COMPATIBILITE AVEC LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE)		
Les conditions de prélèvements et de rejets liées au fonctionnement de l'installation sont compatibles avec les objectifs du SDAGE et les documents de planification associés le cas échéant.	Conforme	Cf. Chapitre 3 de l'analyse de compatibilité aux plans et programmes.

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
5.1.2. CONNEXITE AVEC DES OUVRAGES SOUMIS A LA NOMENCLATURE EAU EN APPLICATION DES ARTICLES L. 214-1 A L. 214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT		
Les ouvrages et équipements nécessaires au fonctionnement de l'installation classée et visés par la nomenclature eau (IOTA) n'engendrent pas de prélèvements, rejets ou impacts supérieurs au seuil de l'autorisation de ladite nomenclature. En cas de dépassement de ce seuil, le préfet prend des dispositions particulières dans le cadre de l'article R. 512-52 du code de l'environnement.	Pour mémoire	
En cas de forage, si le volume prélevé est supérieur à 1 000 m ³ par an, les dispositions prises pour l'implantation, la réalisation, la surveillance et l'abandon de l'ouvrage sont conformes aux dispositions indiquées dans l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement.	Pour mémoire	
5.1.3. PRELEVEMENTS		
Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur.	Conforme	Cf. Chapitre 4.4.1 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif de protection suffisant évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée.	Conforme	Cf. Chapitre 4.4.1 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.	Conforme	Cf. Chapitre 4.4.1 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
5.2. CONSOMMATION		
Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. Les circuits de refroidissement ouverts sont interdits au-delà d'un débit de 10 m ³ /j.	Conforme	Cf. Chapitre 4.4.1 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
5.3. RESEAU DE COLLECTE ET EAUX PLUVIALES		
(Arrêté du 28 juin 2018, article 12) Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales.	Conforme	Cf. Chapitre 4.4.4 de l'Etude d'impact sur l'environnement.

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
Les eaux pluviales sont évacuées par un réseau spécifique ou traitées (recyclage, infiltration, etc.) conformément aux dispositions du SDAGE ou SAGE s'il existe. Au préalable, les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.	Conforme	Cf. Chapitre 4.4.4 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
Ces dispositifs de traitement sont conformes à la norme NF P 16-442 (version 2007) ou à toute autre norme européenne ou internationale équivalente. Ces équipements sont contrôlés et curés (hydrocarbures et boues) régulièrement.	Conforme	Cf. Chapitre 4.4.4 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
Objet du contrôle (pour les installations nouvelles) : <ul style="list-style-type: none"> Le réseau de collecte est de type séparatif (vérification sur plan) ; Les eaux pluviales collectées sont traitées par un dispositif adéquat avant rejet. 	Non applicable	Les installations de la société SOLEV étant classées à Enregistrement, elles ne sont pas soumises aux contrôles périodiques.
5.4. MESURE DES VOLUMES REJETES		
<p>La quantité d'eau rejetée est mesurée journallement ou, à défaut, évaluée à partir d'un bilan matière sur l'eau, tenant compte notamment de la mesure des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique ou dans le milieu naturel.</p> <p>Cet article n'est applicable qu'en cas de rejets d'eaux liés à l'activité (process, lavage, refroidissement, purge, etc.).</p>	Conforme	Cf. Chapitre 4.4.4 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
5.5. VALEURS LIMITES DE REJET		
Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :	Conforme	Cf. Chapitre 4.4.4.2.2 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
<p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau de collecte aboutissant à une station de traitement des eaux usées :</p> <ul style="list-style-type: none"> PH 5,5-8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; Température < 30 °C. 	Conforme	Cf. Chapitre 4.4.4.2.2 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
<p>Les effluents rejetés sont également exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> De matières flottantes ; De produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ; 	Conforme	Cf. Chapitre 4.4.4.2.2 de l'Etude d'impact sur l'environnement.

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
<ul style="list-style-type: none"> De tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. 		
<p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif aboutissant à une station de traitement des eaux usées, lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST ou 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO :</p> <ul style="list-style-type: none"> Matières en suspension 600 mg/l ; DCO 2 000 mg/l ; DBO5 800 mg/l. <p>Ces valeurs limites ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.</p>	Conforme	Cf. Chapitre 4.4.4.2.2 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
<p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau de collecte n'aboutissant pas à une station de traitement des eaux usées :</p> <ul style="list-style-type: none"> Matières en suspension : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ; DCO : la concentration ne dépasse pas 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ; DBO5 : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà ; Azote global : la concentration ne dépasse pas 30 mg/l si le flux journalier maximal est égal ou supérieur à 50 kg/jour ; Phosphore total : la concentration ne doit pas dépasser 10 mg/l si le flux journalier maximal est égal ou supérieur à 15 kg/jour. 	Non concerné	
<p>Dans tous les cas, les rejets sont compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des masses d'eau.</p> <p>Les valeurs limites des alinéas ci-dessus sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration.</p>	Conforme	Cf. Chapitre 4.4.4.2.2 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
5.6. INTERDICTION DES REJETS EN NAPPE		
<p>Hors dispositions spécifiques prévues à l'article 5.3 pour les eaux pluviales non souillées, le rejet, direct ou indirect, même après épuration d'effluents vers les eaux souterraines est interdit.</p>	Conforme	Pas de rejet vers les eaux souterraines.
5.7. PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES		
<p>Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.) déversement de matières dangereuses dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel. L'évacuation</p>	Conforme	Cf. Chapitre 4.3.2 de l'Etude de dangers.

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
des effluents recueillis se fait soit dans les conditions prévues au point 5.5 ci-dessus, soit comme des déchets dans les conditions prévues au titre 7 ci-après.		
5.8. ÉPANDAGE		
(Arrêté du 28 juin 2018, article 13) Le présent article est applicable aux rubriques 2113, 2130, 2171, 2180, 2230, 2240, 2252, 4705, 4706. Pour les autres rubriques visées par le présent arrêté, l'épandage des déchets, effluents et sousproduits est interdit.	Non applicable	
L'épandage des déchets, effluents et sousproduit est autorisé, pour les rubriques visées au 1er alinéa ci-dessus, si les limites suivantes sont respectées : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Azote total inférieure à 10 t/an ; ▪ Volume annuel inférieur à 500 000 m3/an ; ▪ DBO5 inférieur à 5 t/an. 	Non applicable	
L'exploitant respecte les dispositions de l'annexe ii concernant les dispositions techniques à appliquer pour l'épandage.	Non applicable	
Objet du contrôle : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Présence du plan d'épandage régulièrement rempli (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; ▪ Présence de l'étude préalable d'épandage (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; ▪ Présence du cahier d'épandage (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure). 	Non applicable	Les installations de la société SOLEV étant classées à Enregistrement, elles ne sont pas soumises aux contrôles périodiques.
5.9. SURVEILLANCE PAR L'EXPLOITANT DE LA POLLUTION REJETEE		
(Arrêté du 21 novembre 2017, article 2 et Arrêté du 28 juin 2018, article 14) Le présent article est applicable aux rubriques « 2230, 2240, 2252, 2275, 2311, 2350, 2430,2440, 2546, 2630, 2631 et 2640. » L'exploitant met en place un programme de surveillance des caractéristiques soit des émissions des polluants représentatifs parmi ceux visés au point 5.5, soit de paramètres représentatifs de ces derniers, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées.	Non applicable	
Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 est effectuée au moins tous les 3 ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Une mesure du débit est également réalisée ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m3/j.	Non applicable	

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
Ces mesures des concentrations sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. Les polluants visés au point 5.5 qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.	Non applicable	
Objet du contrôle : <ul style="list-style-type: none"> ■ Présence des résultats des mesures selon la fréquence et sur les paramètres décrits ; ■ Conformité des résultats de mesures avec les valeurs limites d'émissions applicables. 	Non applicable	Les installations de la société SOLEV étant classées à Enregistrement, elles ne sont pas soumises aux contrôles périodiques.
6. AIR. – ODEURS		
6.1. POINTS DE REJETS A L'ATMOSPHERE		
6.1.1. CAPTAGE ET EPURATION DES REJETS A L'ATMOSPHERE		
Les bâtiments abritant les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munis de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont, si la mesure est techniquement et économiquement possible, munis d'orifices obturables et accessibles (conformes aux dispositions de la norme NF X44-052) aux fins de prélèvements en vue d'analyse ou de mesure. Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air frais et ne doit pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois...). Les points de rejets sont en nombre aussi réduit que possible.	Conforme	Cf. Chapitre 4.2 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
La dilution des effluents est interdite, sauf autorisation explicite de l'inspection des installations classées. Elle ne peut être autorisée aux seules fins de respecter les valeurs limites exprimées en concentration.	Conforme	Cf. Chapitre 4.2 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
Les installations comportant des phases de travail provoquant de fortes émissions de poussières (transport par tapis roulant, broyage, tri ou chargement de produits formant des poussières...) sont équipées de dispositifs de captation et de dépoussiérage des effluents gazeux.	Conforme	Cf. Chapitre 4.2 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
Si la circulation d'engins ou de véhicules dans l'enceinte de l'installation entraîne de fortes émissions de poussières, l'exploitant prend les dispositions utiles pour limiter celles-ci.	Conforme	Cf. Chapitre 4.2 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
6.1.2. HAUTEUR DU POINT DE REJET		

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
Le point de rejet sous forme canalisée des effluents atmosphériques doit dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.	Conforme	Cf. Chapitre 4.2 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
6.2. VALEURS LIMITES ET CONDITIONS DE REJET		
<p>Les effluents gazeux respectent les valeurs limites définies ci-après, exprimées en mg/nm³ dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec), à l'exception des installations de séchage, pour lesquelles, quel que soit le combustible utilisé, la teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air.</p> <p>Les valeurs limites d'émission exprimées en concentration se rapportent à une quantité d'effluents gazeux n'ayant pas subi de dilution autre que celle éventuellement nécessitée par les procédés utilisés.</p>	Conforme	Cf. Chapitre 4.2 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
<p>a) Poussières</p> <p>Si le flux massique est inférieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne contiennent pas plus de 150 mg/nm³ de poussières.</p> <p>Si le flux massique est supérieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne contiennent pas plus de 100 mg/nm³ de poussières.</p>	Conforme	Cf. Chapitre 4.2 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
<p>b) Composés organiques volatils (COV)</p> <p>Si le flux horaire total de COV, émis sous forme canalisée ou diffuse, dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m³. Cette valeur s'applique à chaque rejet canalisé. En outre, si la consommation annuelle de solvants est supérieure à 5 tonnes, le flux annuel des émissions diffuses ne dépasse pas 25 % de la quantité de solvants utilisée.</p>	Conforme	Cf. Chapitre 4.2 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
<p>c) Odeurs</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les installations pouvant dégager des émissions d'odeurs sont aménagées autant que possible dans des locaux confinés et si besoin ventilés. Les effluents gazeux diffus ou canalisés dégageant des émissions d'odeurs sont récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz. Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des fumées. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassin de stockage, bassin de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage. Les produits bruts ou intermédiaires susceptibles d'être à l'origine d'émissions d'odeurs sont entreposés autant que possible dans des conteneurs fermés.</p>	Conforme	Cf. Chapitre 4.2 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
7. DECHETS		

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
7.1. GESTION DES DECHETS		
<p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ En priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets ; ▪ Assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre : <ul style="list-style-type: none"> a) La préparation en vue de la réutilisation ; b) Le recyclage ; c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ; d) L'élimination. 	Conforme	Cf. Chapitre 4.11 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
<p>L'exploitant traite ou fait traiter les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour ce traitement sont régulièrement autorisées à cet effet.</p>	Conforme	Cf. Chapitre 4.11 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
7.2. CONTROLES DES CIRCUITS		
<p>(Arrêté du 28 juin 2018, article 15)</p> <p>L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de déclaration de production et de traitement de déchets et de traçabilité (bordereau de suivi, document de transfert transfrontalier) dans les conditions fixées aux articles R. 541-42 à R. 541-46 du code de l'environnement.</p>	Conforme	Cf. Chapitre 4.11 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
<p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Présence du registre des déchets tenu à jour. 	Non applicable	Les installations de la société SOLEV étant classées à Enregistrement, elles ne sont pas soumises aux contrôles périodiques.
7.3. ENTREPOSAGE DES DECHETS		
<p>Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs ...).</p>	Conforme	Cf. Chapitre 4.11 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
<p>La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à 6 mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.</p>	Conforme	Cf. Chapitre 4.11 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
7.4. DECHETS DANGEREUX		
<p>Les déchets dangereux sont traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.</p>	Conforme	Cf. Chapitre 4.11 de l'Etude d'impact sur l'environnement.

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016			CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS											
L’exploitant émet un bordereau de suivi dès qu’il remet ces déchets à un tiers et doit être en mesure d’en justifier le traitement. Les documents justificatifs sont conservés 5 ans.			Conforme	Cf. Chapitre 4.11 de l’Etude d’impact sur l’environnement.											
7.5. BRULAGE															
Le brûlage des déchets liquides, solides et gazeux à l’air libre est interdit.			Conforme	Cf. Chapitre 4.11 de l’Etude d’impact sur l’environnement.											
8. BRUIT ET VIBRATIONS															
8.1. VALEURS LIMITES DE BRUIT															
a) Cas général															
L’installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l’origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.			Conforme	Cf. Chapitre 4.8 de l’Etude d’impact sur l’environnement.											
Les émissions sonores émises par l’installation ne sont pas à l’origine, dans les zones à émergence réglementée, d’une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :															
<table><tr><td>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT DANS les zones</td><td>EMERGENCE ADMISSIBLE</td><td>EMERGENCE ADMISSIBLE</td></tr><tr><td>a emergence reglementee (incluant le bruit de l’installation)</td><td>pour la periode allant de 7 h a 22 h, sauf dimanches et jours feries</td><td>pour la periode allant de 22 h a 7 h, ainsi que les dimanches et jours feries</td></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr></table>			NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT DANS les zones	EMERGENCE ADMISSIBLE	EMERGENCE ADMISSIBLE	a emergence reglementee (incluant le bruit de l’installation)	pour la periode allant de 7 h a 22 h, sauf dimanches et jours feries	pour la periode allant de 22 h a 7 h, ainsi que les dimanches et jours feries	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Conforme	Cf. Chapitre 4.8 de l’Etude d’impact sur l’environnement.		
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT DANS les zones	EMERGENCE ADMISSIBLE	EMERGENCE ADMISSIBLE													
a emergence reglementee (incluant le bruit de l’installation)	pour la periode allant de 7 h a 22 h, sauf dimanches et jours feries	pour la periode allant de 22 h a 7 h, ainsi que les dimanches et jours feries													
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)													
<table><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></table>			Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)	Conforme	Cf. Chapitre 4.8 de l’Etude d’impact sur l’environnement.								
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)													
De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l’installation ne dépasse pas, lorsqu’elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.			Conforme	Cf. Chapitre 4.8 de l’Etude d’impact sur l’environnement.											
Dans le cas où le bruit particulier de l’établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l’annexe de l’arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l’environnement par les installations classées pour la protection de l’environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d’apparition ne peut			Conforme	Cf. Chapitre 4.8 de l’Etude d’impact sur l’environnement.											

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS												
excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.														
Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations devra respecter les valeurs limites ci-dessus.	Conforme	Cf. Chapitre 4.8 de l'Etude d'impact sur l'environnement.												
<p>b) Dispositions particulières applicables pour la rubrique 2113</p> <p>Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne compromet pas la santé ou la sécurité du voisinage et ne constitue pas une gêne pour sa tranquillité. À cet effet, son émergence, définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement, reste inférieure aux valeurs suivantes : Pour la période allant de 6 heures à 22 heures :</p> <table><tr><th>DUREE CUMULEE d'apparition du bruit particulier t</th><th>EMERGENCE MAXIMALE Admissible en dB(A)</th></tr><tr><td>T < 20 minutes</td><td>10</td></tr><tr><td>20 minutes ≤ T < 45 minutes</td><td>9</td></tr><tr><td>45 minutes ≤ T < 2 heures</td><td>7</td></tr><tr><td>2 heures ≤ T < 4 heures</td><td>6</td></tr><tr><td>T ≥ 4 heures</td><td>5</td></tr></table>	DUREE CUMULEE d'apparition du bruit particulier t	EMERGENCE MAXIMALE Admissible en dB(A)	T < 20 minutes	10	20 minutes ≤ T < 45 minutes	9	45 minutes ≤ T < 2 heures	7	2 heures ≤ T < 4 heures	6	T ≥ 4 heures	5	Non applicable	
DUREE CUMULEE d'apparition du bruit particulier t	EMERGENCE MAXIMALE Admissible en dB(A)													
T < 20 minutes	10													
20 minutes ≤ T < 45 minutes	9													
45 minutes ≤ T < 2 heures	7													
2 heures ≤ T < 4 heures	6													
T ≥ 4 heures	5													
Pour la période allant de 22 heures à 6 heures : émergence maximale admissible : 3 dB(A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.	Non applicable													
<p>L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ En tout point de l'intérieur des habitations ou locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;▪ Le cas échéant, en tout point des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes habitations ou locaux.	Non applicable													
Des mesures techniques adaptées peuvent être imposées pour parvenir au respect des valeurs maximales d'émergence.	Non applicable													

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
8.2. VEHICULES - ENGINS DE CHANTIER		
Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier sont conformes à un type homologué.	Conforme	Cf. Chapitre 4.8 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hautparleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.	Conforme	Cf. Chapitre 4.8 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
8.3. SURVEILLANCE PAR L'EXPLOITANT DES EMISSIONS SONORES		
Une mesure des émissions sonores peut être effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande de l'inspection des installations classées.	Conforme	Cf. Chapitre 4.8 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.	Conforme	Cf. Chapitre 4.8 de l'Etude d'impact sur l'environnement.
9. REMISE EN ETAT EN FIN D'EXPLOITATION		
<p>Outre les dispositions prévues au point 1.7, l'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ; ▪ Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées, et le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possibles enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte. Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface. 	Pour mémoire	
10. DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES RUBRIQUES		
10.1. DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A LA RUBRIQUE 2130		
Seules les dispositions du titre 1er « Dispositions générales », de l'article 2.7 « installations électriques », du titre 3 « Exploitation-entretien », du titre 7 « Déchets » et du titre 9 « remise en état en fin d'exploitation » du présent arrêté sont applicables aux installations relevant de la rubrique 2130.	Non applicable	

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
10.2. DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A LA RUBRIQUE 2420		
Le charbon de bois qui vient d'être obtenu dans les fours de carbonisation doit être refroidi dans des capacités fermées pendant au moins 24 heures, puis mis au contact de l'air pendant une période allant de 2 à 20 jours en fonction de la finesse du produit obtenu avant d'être expédié. Ces stockages sont dotés de dispositifs d'alarme de température disposés en quelques points des installations afin de détecter l'apparition des phénomènes d'auto-inflammation.	Non applicable	
10.3. DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A LA RUBRIQUE 2915		
a) Les dispositions ci-après visent le générateur seul s'il est dans un local distinct de celui des échangeurs et l'ensemble de l'installation si le générateur et les échangeurs sont dans le même local Le liquide organique combustible est contenu dans une enceinte métallique entièrement close, pendant le fonctionnement, à l'exception de l'ouverture des tuyaux d'évent.	Non applicable	
Dans le cas d'une installation en circuit fermé à vase d'expansion ouvert, un ou plusieurs tuyaux d'évent fixés sur le vase d'expansion permettent l'évacuation facile de l'air et des vapeurs du liquide combustible. Leur extrémité est convenablement protégée contre la pluie, garnie d'une toile métallique à mailles fines, et disposée de manière que les gaz qui s'en dégagent puissent s'évacuer à l'air libre à une hauteur suffisante, sans refluer dans les locaux voisins ni donner lieu à des émanations gênantes pour le voisinage.	Non applicable	
Au cas où une pression de gaz s'ajouterait à la pression propre de vapeur du liquide, l'atmosphère de l'appareil est constituée par un gaz inerte vis-à-vis de la vapeur du fluide considéré dans les conditions d'emploi.	Non applicable	
Dans le cas d'une installation en circuit fermé à vase d'expansion fermé, des dispositifs de sécurité en nombre suffisant et de caractéristiques convenables sont disposés de telle façon que la pression ne s'élève en aucune circonstance au-dessus de la pression du timbre.	Non applicable	
À raison de leurs caractéristiques, les générateurs sont, le cas échéant, soumis au règlement sur les appareils à vapeur et les canalisations et récipients au règlement sur les appareils à pression de gaz.	Non applicable	
Au point le plus bas de l'installation, un dispositif de vidange totale permet d'évacuer rapidement le liquide combustible en cas de fuite constatée en un point quelconque de l'installation. L'ouverture de cette vanne doit interrompre automatiquement le système de chauffage. Une canalisation métallique, fixée à demeure sur la vanne de vidange, conduit par gravité le liquide évacué jusqu'à un réservoir métallique de capacité convenable, situé de préférence à l'extérieur des bâtiments et entièrement clos, à l'exception d'un tuyau d'évent disposé comme indiqué au 3e alinéa ci-dessus.	Non applicable	
Un dispositif approprié permet à tout moment de s'assurer que la quantité de liquide contenu est convenable.	Non applicable	

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
Un dispositif thermométrique permet de contrôler à chaque instant la température maximale du liquide transmetteur de chaleur.	Non applicable	
Un dispositif automatique de sûreté empêche la mise en chauffage ou assure l'arrêt du chauffage lorsque la quantité de liquide transmetteur de chaleur ou son débit dans chaque générateur en service sont insuffisants.	Non applicable	
Un dispositif thermostatique maintient entre les limites convenables la température maximale du fluide transmetteur de chaleur.	Non applicable	
Un second dispositif automatique de sûreté, indépendant du thermomètre et du thermostat précédents, actionne un signal d'alerte, sonore et lumineux, au cas où la température maximale du liquide combustible dépasserait accidentellement la limite fixée par le thermostat.	Non applicable	
b) Les dispositions ci-après visent uniquement les échangeurs lorsque ceux-ci sont situés dans un local distinct de celui des générateurs : <ul style="list-style-type: none"> Le liquide organique combustible est contenu dans une enceinte métallique entièrement close, pendant le fonctionnement, à l'exception de l'ouverture des tuyaux d'évent ; Un dispositif approprié permet à tout moment de s'assurer que la quantité de liquide contenu est convenable ; Un dispositif thermométrique permet de contrôler à chaque instant la température maximale du liquide transmetteur de chaleur ; Un second dispositif automatique de sûreté, indépendant du thermomètre et du thermostat précédents, actionne un signal d'alerte, sonore et lumineux, au cas où la température maximale du liquide combustible dépasserait accidentellement la limite fixée par le thermostat. 	Non applicable	
L'atelier indépendant du local renfermant le générateur est construit et aménagé de telle façon qu'un incendie ne puisse se propager du générateur aux échangeurs.	Non applicable	
Dans le cas d'une installation en circuit fermé à vase d'expansion ouvert, un ou plusieurs tuyaux d'évent fixés sur le vase d'expansion permettent l'évacuation facile de l'air et des vapeurs du liquide combustible. Leur extrémité est convenablement protégée contre la pluie, garnie d'une toile métallique à mailles fines, et disposée de manière que les gaz qui s'en dégagent puissent s'évacuer à l'air libre à une hauteur suffisante sans refluer dans les locaux voisins ni donner lieu à des émanations gênantes pour le voisinage.	Non applicable	
Au cas où une pression de gaz s'ajouterait à la pression propre de vapeur du liquide, l'atmosphère de l'appareil est constituée par un gaz inerte vis-à-vis de la vapeur du fluide considéré dans les conditions d'emploi.	Non applicable	
Dans le cas d'une installation en circuit fermé à vase d'expansion fermé, des dispositifs de sécurité en nombre suffisant et de caractéristiques convenables sont disposés de telle façon que la pression ne s'élève en aucune circonstance au-dessus de la pression du timbre.	Non applicable	

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
À raison de leurs caractéristiques, les canalisations et échangeurs sont soumis, le cas échéant, au règlement sur les appareils à pression de gaz.	Non applicable	
Au point le plus bas de l'installation, on aménagera un dispositif de vidange totale permettant d'évacuer totalement le liquide combustible en cas de fuite constatée en un point quelconque de l'installation. L'ouverture de cette vanne devra interrompre automatiquement le système de chauffage du générateur. Une canalisation métallique fixée à demeure sur la vanne de vidange conduira par gravité le liquide évacué jusqu'à un réservoir métallique de capacité convenable, situé de préférence à l'extérieur des bâtiments et entièrement clos, à l'exception d'un tuyau d'évent disposé conformément au 3e alinéa du 10.2 a ci-dessus.	Non applicable	
Le chauffage de l'atelier et des appareils de traitement ne peut se faire qu'à la vapeur, à l'eau chaude ou par tout autre procédé présentant des garanties équivalentes de sécurité.	Non applicable	
L'atelier ne renferme aucun foyer ; s'il existe un foyer dans un local contigu à l'atelier, ce local est séparé de l'atelier par une cloison incombustible et REI 120 sans baie de communication.	Non applicable	
ANNEXE II : DISPOSITIONS TECHNIQUES A APPLIQUER POUR L'EPANDAGE		
L'épandage des déchets ou des effluents respecte les dispositions suivantes, sans préjudice des dispositions de la réglementation relative aux nitrates d'origine agricole.	Non applicable	
1. GENERALITES		
Le déchet ou effluent épandu a un intérêt pour les sols ou la nutrition des cultures et son application ne porte pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures ni à la qualité des sols et des milieux aquatiques et est mis en œuvre afin que les nuisances soient réduites au minimum.	Non applicable	
En cas de risque de dépassement des capacités de stockage du déchet ou effluent, l'exploitant évalue les capacités complémentaires de stockage à mettre en place, décrit les modifications à apporter aux installations et en informe préalablement le préfet. À défaut, il identifie les installations de traitement du déchet ou de l'effluent auxquelles il peut faire appel.	Non applicable	
Une étude préalable d'épandage précise l'innocuité (dans les conditions d'emploi) et l'intérêt agronomique des déchets ou des effluents au regard des paramètres définis au point ii ci-après, l'aptitude du sol à les recevoir et le plan d'épandage détaillé ci-après. Cette étude justifie la compatibilité de l'épandage avec les contraintes environnementales recensées et les documents de planification existants, notamment les plans prévus à l'article L. 541-14 du code de l'environnement et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux, prévus aux articles L. 212-1 et L. 212-3 du code de l'environnement.	Non applicable	

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
2. L'ETUDE PREALABLE ET LE PLAN D'EPANDAGE		
<p>L'étude préalable comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> La caractérisation des déchets ou des effluents à épandre : quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique au regard des paramètres définis au point ii ci-après, état physique, traitements préalables (déshydratation, pressage, chaulage...) en distinguant les formes liquides, pâteuses ou solides ; L'indication des doses de déchets ou des effluents à épandre selon les différents types de culture à fertiliser et les rendements prévisionnels des cultures ; L'emplacement, le volume, les caractéristiques et les modalités d'emploi des stockages de déchets ou des effluents en attente d'épandage ; La description des caractéristiques des sols notamment au regard des paramètres définis à la partie 6, au vu d'analyses datant de moins d'un an ; La localisation, le volume et les caractéristiques des ouvrages d'entreposage ; La démonstration de l'adéquation entre les surfaces agricoles maîtrisées par les exploitants ou mises à sa disposition par des prêteurs de terre, et les flux de déchets ou des effluents à épandre (productions, doses à l'hectare et temps de retour sur une même parcelle). Au vu de cette étude préalable, un plan d'épandage est réalisé, il est constitué : <ul style="list-style-type: none"> D'une carte à une échelle minimum de 1/25 000 permettant de localiser les surfaces où l'épandage est possible compte tenu des exclusions mentionnées au point g « règles d'épandages ». Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer, ainsi que les zones exclues à l'épandage ; D'un document mentionnant l'identité et l'adresse des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant, précisant notamment leurs engagements et responsabilités réciproques ; D'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, les numéros d'îlots de référence PAC ou, à défaut, les références cadastrales, la superficie totale et la superficie épandable, ainsi que le nom de l'exploitant agricole. <p>Toute modification du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.</p>	Non applicable	
3. LES REGLES D'EPANDAGE		
3.1. LES APPORTS		
<p>Les apports d'azote, de phosphore et de potasse toutes origines confondues, organique et minérale, sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la rotation des cultures ainsi que de la nature particulière des terrains et de leur teneur en éléments fertilisants. Pour ces éléments, la fertilisation est équilibrée et correspond aux capacités exportatrices de la culture concernée. La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses, sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.</p>	Non applicable	

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
3.2. CARACTERISTIQUE DES MATIERES EPANDUES		
<p>Le pH des effluents ou des déchets est compris entre 6,5 et 8,5. toutefois, des valeurs différentes peuvent être retenues sous réserve de conclusions favorables de l'étude préalable. Les déchets ou effluents ne peuvent être répandus :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Si les teneurs en éléments-traces métalliques dans les sols dépassent l'une des valeurs limites figurant au tableau 2 du point I ci-dessous. ▪ Dès lors que l'une des teneurs en éléments ou composés indésirables contenus dans le déchet ou l'effluent excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1 a ou 1 b du point I ci-dessous ; ▪ Dès lors que le flux, cumulé sur une durée de dix ans, apporté par les déchets ou les effluents sur l'un de ces éléments ou composés excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1 a ou 1 b du point I ci-dessous. 	Non applicable	
En outre, lorsque les déchets ou effluents sont répandus sur des pâturages, le flux maximum des éléments-traces métalliques à prendre en compte, cumulé sur une durée de dix ans, est celui du tableau 3 du point I ci-dessous.	Non applicable	
Les déchets ou effluents ne contiennent pas d'éléments ou substances indésirables autres que ceux listés au point I ci-dessous ni d'agents pathogènes.	Non applicable	
<p>Les déchets ou effluents ne doivent pas être épandus sur des sols dont le pH avant épandage est inférieur à 6, sauf lorsque les trois conditions suivantes sont simultanément remplies :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le pH du sol est supérieur à 5 ; ▪ La nature des déchets ou effluents peut contribuer à remonter le pH du sol à une valeur supérieure ou égale à 6 ; ▪ Le flux cumulé maximum des éléments apportés aux sols est inférieur aux valeurs du tableau 3 ci-dessous. 	Non applicable	
3.3. PROGRAMME PREVISIONNEL D'EPANDAGE		
Un programme prévisionnel annuel d'épandage est établi, en accord avec les exploitants agricoles prêteurs de terres, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Il inclut également les parcelles du producteur de déchets ou d'effluents lorsque celui-ci est également exploitant agricole.	Non applicable	
<p>Ce programme comprend au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La liste des parcelles concernées par la campagne ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles ; ▪ Une caractérisation des différents types de déchets ou d'effluents (liquides, pâteux et solides) et des différents lots à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, ainsi qu'au moins les teneurs en azote global et azote minéral et minéralisable disponible pour la culture à fertiliser, mesurées et déterminées sur la base d'analyses datant de moins d'un an) ; 	Non applicable	

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
<ul style="list-style-type: none"> Les préconisations spécifiques d'apport des déchets ou des effluents (calendrier et doses d'épandage) ; L'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage. 		
Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il lui est adressé sur sa demande.	Non applicable	
3.4. CARACTERISATION DES DECHETS OU EFFLUENTS		
La caractérisation des déchets ou effluents à épandre fournie dans l'étude préalable doit être vérifiée par analyse avant le premier épandage.	Non applicable	
3.5. CAS D'UNE INSTALLATION NOUVELLE		
Dans le cas d'une installation nouvelle, les données relatives aux caractéristiques des déchets ou des effluents et aux doses d'emploi sont actualisées et sont adressées au préfet à l'issue de la première année de fonctionnement.	Non applicable	
3.6. DISPOSITIONS PARTICULIERES		
Les déchets solides ou pâteux non stabilisés sont enfouis le plus tôt possible, dans un délai maximum de quarante-huit heures, pour réduire les nuisances olfactives et les pertes par volatilisation. Des dérogations à l'obligation d'enfouissement peuvent toutefois être accordées sur justification dans le dossier d'enregistrement pour des cultures en place, à condition que celles-ci ne soient pas destinées à la consommation humaine directe.	Non applicable	
Lorsque les effluents sont susceptibles de contenir des micro-organismes pathogènes, l'épandage ne doit pas être réalisé par des dispositifs d'aéro-aspiration qui produisent des brouillards fins.	Non applicable	
3.7. DISTANCES ET DELAIS D'EPANDAGE		
Sous réserve des prescriptions fixées en application de l'article L. 20 du code de la santé publique, l'épandage de déchets ou d'effluents respecte les distances et délais minima suivants :	Non applicable	

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016			CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
NATURE DES ACTIVITES A PROTEGER	DISTANCE MINIMALE	DOMAINE D'APPLICATION		
Puits, forage, sources, aqueduc transitant des eaux destinés à la consommation humaine en écoulement libre, installations souterraines ou semi-enterrées utilisées pour le stockage des eaux, que ces dernières soient utilisées pour l'alimentation en eau potable ou pour l'arrosage des cultures maraîchères.	35 mètres 100 mètres	Pente du terrain inférieure à 7 % Pente du terrain supérieure à 7 %	Non applicable	
*				
Cours d'eau et plan d'eau.	5 mètres des berges 35 mètres des berges 100 mètres des berges 200 mètres des berges	Pente du terrain inférieure à 7 % 1 Déchets non fermentescibles enfouis immédiatement après épandage. 2 Autres cas. Pente du terrain supérieure à 7 % 1 Déchets solides et stabilisés. 2 Déchets non solides et non stabilisés	Non applicable	
Lieux de baignade.	200 mètres		Non applicable	
Sites d'aquaculture (pisciculture et zones conchyliques).	500 mètres		Non applicable	
Habitation ou local occupé par des tiers, zone de loisirs et établissement recevant du public.	50 mètres 100 mètres	En cas de déchets ou d'effluents odorants.	Non applicable	

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016			CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
	DELAI MINIMUM			
Herbage ou culture fourragère.	<p>Trois semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte de cultures fourragères.</p> <p>Six semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte des cultures fourragères.</p>	<p>En cas d'absence de risque lié à la présence d'agents pathogènes.</p> <p>Autres cas.</p>	Non applicable	
Terrains affectés à des cultures maraîchères ou fruitières à l'exception des cultures d'arbres fruitiers.	Pas d'épandage pendant la période de végétation.		Non applicable	
Terrains destinés ou affectés à des cultures maraîchères ou fruitières, en contact avec les sols, ou susceptibles d'être consommés à l'état cru.	<p>Dix mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même.</p> <p>Dix-huit mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même.</p>	<p>En cas d'absence de risque lié à la présence d'agents pathogènes.</p> <p>Autres cas.</p>	Non applicable	
3.8. PERIODES D'EPANDAGE				
<p>Les périodes d'épandage et les quantités épandues sont adaptées de manière :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ À empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide ; ▪ À empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxicologique ; ▪ À empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses. L'épandage est interdit : ▪ Pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé, exception faite des déchets solides ; ▪ Pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation ; ▪ En dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées ; 			Non applicable	

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
<ul style="list-style-type: none"> Sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage. 		
3.9. DETECTION D'ANOMALIES		
Toute anomalie constatée sur les sols, les cultures et leur environnement lors ou à la suite de l'épandage de déchets ou des effluents et susceptible d'être relation avec ces épandages doit sans délai être signalée à l'inspection des installations classées.	Non applicable	
4. STOCKAGE DES DECHETS OU EFFLUENTS		
Les ouvrages permanents d'entreposage de déchets ou d'effluents sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable. Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.	Non applicable	
<p>Le dépôt temporaire de déchets, sur les parcelles d'épandage et sans travaux d'aménagement, n'est autorisé que lorsque les cinq conditions suivantes sont simultanément remplies :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les déchets sont solides et peu fermentescibles, à défaut, la durée du dépôt est inférieure à quarante-huit heures ; Toutes les précautions ont été prises pour éviter le ruissellement sur ou en dehors des parcelles d'épandage ou une percolation rapide vers les nappes superficielles ou souterraines ; Le dépôt respecte les distances minimales d'isolement définies pour l'épandage au point 7 sauf pour la distance vis-à-vis des habitations ou locaux habités par des tiers qui est toujours égale à 100 mètres. En outre, une distance d'au moins 3 mètres vis-à-vis des routes et fossés doit être respectée ; Le volume du dépôt doit être adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices pour la période d'épandage considérée ; La durée maximale ne doit pas dépasser un an et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans. 	Non applicable	
5. LE CAHIER D'EPANDAGE		
<p>Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant, à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de dix ans, comporte pour chacune des parcelles (ou îlots) réceptrices épandues :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les surfaces effectivement épandues ; Les références parcellaires ; Les dates d'épandage ; 	Non applicable	

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS						
<ul style="list-style-type: none"> La nature des cultures ; Les volumes et la nature de toutes les matières épandues ; Les quantités d'azote global épandues toutes origines confondues ; L'identification des personnes morales ou physiques chargées des opérations d'épandage ainsi que l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les matières épandues avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation. 								
Ce cahier d'épandage est renseigné de manière inaltérable une fois par semaine au cours desquelles des épandages ont été effectués.	Non applicable							
Lorsque les déchets ou les effluents sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terres est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage et au moins une fois par semaine. Il comporte l'identification des parcelles réceptrices, les volumes et les quantités d'azote global épandues.	Non applicable							
6. LES ANALYSES								
<p>Les sols doivent être analysés sur chaque point de référence :</p> <ul style="list-style-type: none"> Après l'ultime épandage, sur le ou les points de référence, sur chaque parcelle exclue du périmètre d'épandage ; Au minimum tous les dix ans. 	Non applicable							
Ces analyses portent sur les éléments et substances figurant au paragraphe 6.2 ci-dessous.	Non applicable							
Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des sols sont conformes aux dispositions du paragraphe 6.3 ci-après.	Non applicable							
6.1. SEUILS EN ELEMENTS-TRACES METALLIQUES ET EN SUBSTANCES ORGANIQUES								
Tableau 1 a : teneurs limites en éléments-traces métalliques dans les déchets ou effluents								
<table border="1"> <thead> <tr> <th>ELEMENTS-TRACES METALLIQUES</th><th>VALEUR LIMITE dans les déchets ou effluents (mg/kg Ms)</th><th>FLUX CUMULE MAXIMUM apporté par les déchets ou effluents en 10 ans (g/m²)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Cadmium</td><td>10</td><td>0.015</td></tr> </tbody> </table>	ELEMENTS-TRACES METALLIQUES	VALEUR LIMITE dans les déchets ou effluents (mg/kg Ms)	FLUX CUMULE MAXIMUM apporté par les déchets ou effluents en 10 ans (g/m ²)	Cadmium	10	0.015	Non applicable	
ELEMENTS-TRACES METALLIQUES	VALEUR LIMITE dans les déchets ou effluents (mg/kg Ms)	FLUX CUMULE MAXIMUM apporté par les déchets ou effluents en 10 ans (g/m ²)						
Cadmium	10	0.015						

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016			CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
Chrome	1 000	1,5	Non applicable	
Cuivre	1 000	1,5	Non applicable	
Mercuré	10	0,015	Non applicable	
Nickel	200	0,3	Non applicable	
Plomb	800	1,5	Non applicable	
Zinc	3 000	4,5	Non applicable	
Chrome + cuivre + nickel + zinc	4 000	6	Non applicable	
Tableau 1 b : teneurs limites en composés-traces organiques dans les déchets ou effluents			Non applicable	
COMPOSES-TRACES ORGANIQUES	VALEUR LIMITE dans les déchets ou effluents (mg/kg Ms)		FLUX CUMULE MAXIMUM apporté par les déchets ou effluents en 10 ans (mg/m ²)	
	Cas général	Epandage sur pâturage	Cas général	Epandage sur pâturage
Total des 7 principaux PCB (*)	0,8	0,8	1,2	1,2
Fluoranthène	5	4	7,5	6
			Non applicable	

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016					CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
Benzo(b)fluoranthène	2,5	2,5	4	4	Non applicable	
Benzo(a)pyrène	2	1,5	3	2	Non applicable	
(*) PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180					Non applicable	
Tableau 2 : valeurs limites de concentration dans les sols					Non applicable	
ELEMENTS-TRACES DANS LES SOLS	VALEUR LIMITE (MG/KG MS)					
Cadmium	2				Non applicable	
Chrome	150					
Cuivre	100				Non applicable	
Mercur	1				Non applicable	
ELEMENTS-TRACES DANS LES SOLS	VALEUR LIMITE (MG/KG MS)				Non applicable	
Nickel	50					
Plomb	100				Non applicable	
Zinc	300				Non applicable	

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016

CONFORMITE

COMMENTAIRES / APPRECIATIONS

Tableau 3 : flux cumulé maximum en éléments-traces métalliques apporté par les déchets ou effluents pour les pâturages ou les sols de pH inférieurs à 6

ELEMENTS-TRACES METALLIQUES	FLUX CUMULE MAXIMUM APORTE par les déchets ou effluents en 10 ans (g/m ²)		Non applicable	
Cadmium	0,015			
Chrome	1,2		Non applicable	
Cuivre	1,2		Non applicable	
Mercure	0,012		Non applicable	
Nickel	0,3		Non applicable	
Plomb	0,9		Non applicable	
Sélénium (*)	0,12		Non applicable	
Zinc	3		Non applicable	
Chrome + cuivre + nickel + zinc	4			
(*) Pour le pâturage uniquement.			Non applicable	

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
6.2. ÉLÉMENTS DE CARACTERISATION DE LA VALEUR AGRONOMIQUE DES DECHETS OU DES EFFLUENTS ET DES SOLS		
Analyses pour la caractérisation de la valeur agronomique des déchets ou des effluents destinés à l'épandage : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Matière sèche (%) ; matière organique (%) ; ▪ PH ; ▪ Azote global ; ▪ Azote ammoniacal (en NH₄) ; ▪ Rapport C/n ; ▪ Phosphore total (en P₂O₅) ; potassium total (en K₂O) ; calcium total (en CaO) ; magnésium total (en MgO) ; oligo-éléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn). Cu, Zn et B seront mesurés à la fréquence prévue pour les éléments-traces. 	Non applicable	
Les autres oligo-éléments seront analysés dans le cadre de la caractérisation initiale des déchets ou des effluents.	Non applicable	
Analyses pour la caractérisation de la valeur agronomique des sols : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Granulométrie ; ▪ Mêmes paramètres que pour la valeur agronomique des déchets ou des effluents en remplaçant les éléments concernés par : P₂O₅ échangeable, K₂O échangeable, MgO échangeable et CaO échangeable. 	Non applicable	
6.3. METHODES D'ECHANTILLONNAGE ET D'ANALYSE ECHANTILLONNAGE DES SOLS		
Les prélèvements de sol doivent être effectués dans un rayon de 7,50 mètres autour du point de référence repéré par ses coordonnées Lambert, à raison de 16 prélèvements élémentaires pris au hasard dans le cercle ainsi dessiné : <ul style="list-style-type: none"> ▪ De préférence en fin de culture et avant le labour précédant la mise en place de la suivante ; ▪ Avant un nouvel épandage éventuel de déchets ou d'effluents ; ▪ En observant de toute façon un délai suffisant après un apport de matières fertilisantes pour permettre leur intégration correcte au sol ; ▪ À la même époque de l'année que la première analyse et au même point de prélèvement. 	Non applicable	
Les modalités d'exécution des prélèvements élémentaires et de constitution et de conditionnement des échantillons sont conformes à la norme NF X 31 - 100.	Non applicable	
Méthodes de préparation et d'analyse des sols		
La préparation des échantillons de sols en vue d'analyse est effectuée selon la norme NF ISO 11464 (décembre 1994). L'extraction des éléments-traces métalliques Cd, Cr, Cu, ni, Pb et Zn et leur analyse est effectuée selon la norme NF X 31-147 (juillet 1996). Le pH est effectué selon la norme NF ISO 10390 (novembre 1994).	Non applicable	

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
<p>Échantillonnage des effluents et des déchets</p> <p>Les méthodes d'échantillonnage peuvent être adaptées en fonction des caractéristiques du déchet ou de l'effluent à partir des normes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ NF U 44-101 : produits organiques, amendements organiques, support de culture-échantillonnage ; ▪ NF U 44-108 : boues des ouvrages de traitement des eaux usées urbaines, boues liquides, échantillonnage en vue de l'estimation de la teneur moyenne d'un lot ; ▪ NF U 42-051 : engrais, théorie de l'échantillonnage et de l'estimation d'un lot ; ▪ NF U 42-053 : matières fertilisantes, engrais, contrôle de réception d'un grand lot, méthode pratique ; ▪ NF U 42-080 : engrais, solutions et suspensions ; ▪ NF U 42-090 : engrais, amendements calciques et magnésiens, produits solides, préparation de l'échantillon pour essai. 	Non applicable	
<p>La procédure retenue doit donner lieu à un procès-verbal comportant les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Identification et description du produit à échantillonner (aspect, odeur, état physique) ; ▪ Objet de l'échantillonnage ; ▪ Identification de l'opérateur et des diverses opérations nécessaires ; ▪ Date, heure et lieu de réalisation ; ▪ Mesures prises pour freiner l'évolution de l'échantillon ; ▪ Fréquence des prélèvements dans l'espace et dans le temps ; ▪ Plan des localisations des prises d'échantillons élémentaires (surface et profondeur) avec leurs caractéristiques (poids et volume) ; ▪ Descriptif de la méthode de constitution de l'échantillon représentatif (au moins 2 kg) à partir des prélèvements élémentaires (division, réduction, mélange, homogénéisation) ; ▪ Descriptif des matériels de prélèvement ; ▪ Descriptif des conditionnements des échantillons ; ▪ Condition d'expédition. 	Non applicable	
<p>La présentation de ce procès-verbal peut être inspirée de la norme U 42-060 (procès-verbaux d'échantillonnage des fertilisants).</p>	Non applicable	
<p>Méthodes de préparation et d'analyse des effluents et des déchets</p> <p>La préparation des échantillons peut être effectuée selon la norme NF U 44-110 relative aux boues, amendements organiques et supports de culture.</p>	Non applicable	
<p>La méthode d'extraction qui n'est pas toujours normalisée doit être définie par le laboratoire selon les bonnes pratiques de laboratoire.</p>	Non applicable	
<p>Les analyses retenues peuvent être choisies parmi les listes ci-dessous, en utilisant dans la mesure du possible des méthodes normalisées pour autant qu'elles soient adaptées à la nature du déchet à analyser. Si des méthodes</p>	Non applicable	

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016**CONFORMITE****COMMENTAIRES / APPRECIATIONS**

normalisées existent et ne sont pas employées par le laboratoire d'analyses, la méthode retenue devra faire l'objet d'une justification.

Tableau 4 a : méthodes analytiques pour les éléments-traces

ELEMENTS	METHODE D'EXTRACTION ET DE PREPARATION	METHODE ANALYTIQUE
Élément-traces métalliques	Extraction à l'eau régale. Séchage au micro-ondes ou à l'étuve	Spectrométrie d'absorption atomique ou spectrométrie d'émission (AES) ou spectrométrie d'émission (ICP) couplée à la spectrométrie de masse ou spectrométrie de fluorescence (pour Hg)

Non applicable

Tableau 4 b : méthodes analytiques recommandées pour les micropolluants organiques

ELEMENTS	METHODE D'EXTRACTION ET DE PREPARATION	METHODE ANALYTIQUE
HAP	Extraction à l'acétone de 5 g MS (1). Séchage par sulfate de sodium. Purification à l'oxyde d'aluminium ou par passage sur résine XAD. Concentration.	Chromatographie liquide haute performance, détecteur fluorescence ou chromatographie en phase gazeuse + spectrométrie de masse.

Non applicable

PCB	Extraction à l'aide d'un mélange acétone/éther de pétrole de 20 g MS (*) Séchage par sulfate de sodium. Purification à l'oxyde d'aluminium ou par passage sur colonne de célite ou gel de bio-beads (**). Concentration.	Chromatographie en phase gazeuse, détecteur ECD ou spectrométrie de masse.
-----	---	--

Non applicable

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016			CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
<p>(*) Dans le cas d'effluents ou de déchets liquides, centrifugation préalable de 50 à 60 g de déchet ou effluent brut, extraction du surnageant à l'éther de pétrole et du culot à l'acétone suivie d'une seconde extraction à l'éther de pétrole ; combinaison des deux extraits après lavage à l'eau de l'extrait de culot.</p> <p>(**) Dans le cas d'échantillons présentant de nombreuses interférences, purification supplémentaire par chromatographie de perméation de gel.</p>			Non applicable	
Tableau 4 c : méthodes analytiques recommandées pour les agents pathogènes				
TYPE D'AGENTS pathogènes	METHODOLOGIE D'ANALYSE	ETAPE DE LA METHODE		
Salmonella	Dénombrement selon la technique du nombre le plus probable (NPP).	Phase d'enrichissement. Phase de sélection. Phase d'isolement. Phase d'identification. Phase de confirmation : serovars.	Non applicable	
Œufs d'helminthes	Dénombrement et viabilité.	Filtration de boues. Flottation au $ZnSO_4$. Extraction avec technique diphasique : - incubation - quantification (Technique EPA, 1992.)	Non applicable	
Entérovirus	Dénombrement selon la technique du nombre le plus probable d'unités cytopathogènes (NPPUC).	Extraction-concentration au PEG6000 : - détection par inoculation sur cultures cellulaires BGM ; - quantification selon la technique du NPPUC.	Non applicable	
Analyses sur les lixiviats				

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016	CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
Elles peuvent être faites après extraction selon la norme NFX 31-210 ou sur colonne lysimétrique et portent sur des polluants sélectionnés en fonction de leur présence dans le déchet, de leur solubilité et de leur toxicité. Les méthodes d'analyses recommandées appartiennent à la série des NFT 90 puisqu'il s'agit des solutions aqueuses.		
ANNEXE III : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS EXISTANTES		
Sous réserve des dispositions de l'article 1er, les dispositions sont applicables aux installations existantes définies à l'article 2 selon le calendrier suivant :	Non applicable	

ARRETE DU 5 DECEMBRE 2016				CONFORMITE	COMMENTAIRES / APPRECIATIONS
DATE D'ENTREE en vigueur du présent arrêté	DATE D'ENTREE en vigueur du présent arrêté + 1 An	DATE D'ENTREE en vigueur du présent arrêté + 2 Ans	DATE D'ENTREE en vigueur du présent arrêté + 3 Ans		
Titre 1 ^{er} . Dispositions générales sauf 1.1, 1.3 et 1.4 pour les installations existantes fonctionnant au bénéfice des droits acquis (art. L.513-1)	Titre 3. Exploitation-entretien sauf 3.3 et 3.5 4.3 (localisation des risques) Titre 7 : Déchets sauf 7.3 Titre 9 : Remise en état en fin d'exploitation	2.2 (esthétique et propreté) 3.3 (connaissance des produits- étiquetage) 3.5 (état des stocks de produits dangereux) 4.1 (protection individuelle) 5.1.1 Eau/compatibilité SDAGE 5.1.3 (prélèvements) 5.4 (volumes rejetés) 5.9 (surveillance de la pollution rejetée) 7.3 (entreposage des déchets)	2.6 (ventilation) 2.7 et 2.8 (installations électriques et mise à la terre) 2.11 (cuvettes de rétention) 4.2 (moyens de lutte contre l'incendie) 4.4 (matériels utilisables en atmosphères explosibles) 4.6 (consignes de sécurité) 5.5 (valeurs limites de rejet) 5.7 (pollutions accidentelles) 5.8 (épandage) Titre 6 : Air-Odeurs sauf 6.1.2 Titre 8 : Bruit et vibrations Titre 10 : Dispositions particulières applicables à certaines rubriques sauf 10.3		
Les articles ne figurant pas dans le tableau ci-dessus, à savoir les articles 2.1, 2.3, 2.4, 2.5, 2.9, 2.10, 4.5, 5.1.2, 5.2, 5.3, 5.6, 6.1.2 et 10.3 ne sont pas applicables aux installations existantes.				Non applicable	